



Communiqué du 28 février 2024

904 millions d'euros de coupes budgétaires pour l'enseignement supérieur et la recherche : une décision irresponsable et inacceptable.

Après les annonces du Ministre de l'Économie et des Finances, le gouvernement vient de rendre public un décret, paru le mercredi 21 février, annulant 10 milliards de crédits par rapport au budget pour 2024 promulgué il y a moins de deux mois.

Parmi ces coupes budgétaires, 904 millions sont brutalement retirés à l'enseignement supérieur et de la recherche malgré des difficultés sans précédent dans ce secteur.

Ces annulations de crédits représentent presque 3 % de son budget total, alors qu'Emmanuel Macron s'était engagé le 7 décembre 2023 à « continuer de donner plus de moyens pour la recherche ». C'est en outre un peu plus de 8 % de l'effort total demandé, pour des dépenses d'un secteur qui représentent environ 5,5 % du budget général.

Comment peut-on vouloir être une grande nation de recherche en décembre et amputer drastiquement l'ESR en février ?

L'Association Française de Science Politique condamne cette décision inacceptable car totalement déconnectée de la réalité et de la dureté des situations déjà vécues dans les universités et organismes de recherche français. Une décision qui va avoir des conséquences directes très lourdes sur le monde de l'ESR et qui envoie un signal catastrophique pour la recherche.

L'AFSP alerte sur les estimations de suppressions de postes vertigineuses qui pourraient s'élever à 7500 dans la recherche.

L'AFSP s'inquiète aussi de l'annulation de 125,1 millions de crédits du programme « vie étudiante » qui suscite légitimement l'incompréhension des organisations étudiantes. La lutte contre la précarité étudiante doit rester une priorité, comme la lutte contre la précarisation de tous les acteurs du monde de l'ESR.

L'AFSP demande un changement radical dans les perspectives budgétaires pour ce qui concerne l'ESR aujourd'hui et demain en France.

Contact : afsp@sciencespo.fr